

V ERS

MAIRIE

N° de la délibération

D2015_048

Date de la séance

17 sept 2015

Date de la
convocation

8 septembre 2015

Nombre de
Conseillers

- Théorique15
- En exercice13
- Présents
- Excusé(s)1
- Absent(s)0

*Le Maire certifie, sous
sa responsabilité, le
caractère exécutoire
de cet acte*

- affiché le :

- télétransmis au
contrôle de légalité le :

Le Maire, R. VILLET

Envoyé en préfecture le 24/09/2015

Reçu en préfecture le 24/09/2015

Affiché le

SLO

ID : 074-217402965-20150917-D2015_048-DE

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE VERS

L'an deux mille quinze, le dix-sept septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Vers, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi, en Mairie, sous la présidence de M. le Maire : Raymond VILLET.

Présents : Messieurs M.BRIZON, J-P.CHAUVET, D.ERNST, X.GROS, G.VERNE, E.CLERC, R.VILLET.

Mesdames M.DUPARC, A-S.EXCOFFIER, M.MEGEVAND J.LAVOREL ; M-A.VIRET

Excusé(s) : P.DUPRAZ

Absent(s) :

Joëlle LAVOREL a été élue secrétaire.

Objet : Bilan de Concertation et Arrêt du Projet du Plan Local d'Urbanisme

Vu le code de l'urbanisme,

Vu les articles L.300-2 du code de l'urbanisme,

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000, en son article 4 relative à la solidarité et au Renouvellement Urbain modifiant le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.123-1 à L.123-19 portant organisation des Plans Locaux d'Urbanisme (P.L.U),

Vu la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 dite « urbanisme et Habitat »,

Vu la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement National pour le logement,

Vu les lois de programmation N°2009-967 du 03 août 2009 relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement dite Grenelle I et N°2010-788 du 12 juillet 2010 déclinaison du Grenelle I sur la partie engagement national pour l'environnement,

Vu la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové, loi ALUR du 24 mars 2014

Vu le décret N°2012-995 du 23 août 2012 concernant l'évaluation environnementale

Vu la délibération n°2011.09.06 / 01 en date du 6 septembre 2011 engageant la procédure d'élaboration du P.L.U,

Vu le procès verbal du débat au sein du Conseil Municipal du 6 novembre 2014 sur les orientations Projet d'Aménagement et développement Durable (P.A.D.D).

Monsieur le Maire expose que par délibération en date du 6 septembre 2011 le Conseil Municipal a lancé l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U) pour la commune.

Il rappelle aux membres du Conseil Municipal que l'élaboration du P.L.U a fait l'objet d'une concertation pendant la durée du projet selon les modalités fixées par le

Conseil Municipal. La démarche de concertation s'est déroulée, tout au long de l'étude en plusieurs phases, telles que définies par la délibération du 6 septembre 2011 :

- 1- Consultation tout au long de l'étude des Personnes Publiques Associées et des Services de l'Etat.
- 2- Organisation de trois réunions publiques :
 - 2.1 Présentation en réunion publique le 26 juin 2012 du diagnostic composé des éléments permettant d'apprécier la situation actuelle.
 - 2.2 Présentation en réunion publique le 8 juillet 2014 des grandes Orientations d'Aménagement définies dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D) et l'importance d'un P.L.U pour une commune.
 - 2.3 Présentation en réunion publique le 20 mai 2015 du projet de zonage et de règlement.
- 3- Tenue à la disposition du public, en mairie aux heures d'ouverture au public, d'un registre où toutes remarques concernant le projet ou autres pouvaient être consignées : toutes les lettres et remarques ont été consignées et sont à disposition.
- 4- Informations, notes d'informations en fonction de l'avancement du projet au travers du site internet communal et du bulletin municipal.

Dès lors le Conseil Municipal estime que la consultation s'est déroulée comme prévue dans la délibération initiale.

Monsieur le Maire rappelle que le projet de P.L.U se compose de cinq volets :

1. Le rapport de présentation.
2. Le P.A.D.D qui se décline en 4 orientations :
 - **Orientation n°1** : Structurer l'armature territoriale en confortant la centralité de Maisonneuve et en valorisant l'image du Chef Lieu. Répondre à la problématique du parcours résidentiel des ménages.
 - **Orientation n°2** : Pérenniser les terres et les activités agricoles du territoire de Vers pour leur rôle agronomique, économiques et paysagers.
 - **Orientation n°3** : Préserver l'identité patrimoniale de Vers, tant paysagère que bâtie. Assurer une protection et une remise en état des composantes environnementales.
 - **Orientations n°4** : donner les conditions favorables à des déplacements alternatifs (cycles-piétons), notamment entre Maisonneuve et le Chef Lieu. Qualifier les entrées de villages.
3. Les Orientations d'Aménagement et Programmation :
 - Zone de Maisonneuve
 - Zone du Chef Lieu
4. Le règlement.
5. Le document de zonage.

Une présentation synthétique des éléments composant le dossier est faite par Monsieur le Maire.

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal à l'unanimité des 12 votants :

ESTIME avoir terminé les études nécessaires à l'élaboration du P.L.U.

CONSIDERE avoir respecté les engagements qu'il s'était fixé en matière de concertation tel que prévu à l'article L.300-2 du Code de l'Urbanisme.

TIRE et APPROUVE le bilan de concertation tel qu'il a été présenté par Monsieur le Maire.

ARRETE le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme tel que présenté ce jour.

DECIDE de soumettre pour avis le Projet de P.L.U aux Personnes Publiques Associées qui ont demandées à être consultées sur ce projet, aux communes limitrophes ainsi qu'à la Communauté de Communes du Genevois, établissement public chargé d'un Schéma de Cohérence Territoriale (S.C.O.T) dans lequel la commune est incluse.

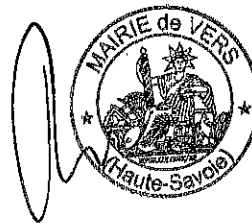
AUTORISE Monsieur le Maire à représenter la commune pour toutes les modalités administratives à venir.

DIT que la présente délibération sera transmise à M le Préfet et sera affichée pendant un mois en mairie conformément à l'article R123-18 du Code de l'Urbanisme.

DIT que le dossier sera tenu à la disposition du public conformément à l'article L 300-2 du code de l'urbanisme.

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jours, mois et an que dessus et ont signé les Conseillers présents.

Le 17 septembre 2015
Le Maire, Raymond VILLET



Envoyé en préfecture le 24/09/2015

Reçu en préfecture le 24/09/2015

Affiché le



ID : 074-217402965-20150917-D2015_048-DE